

14/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les conséquences civiles du divorce

Le nombre de mariage en France est relativement constant depuis ces dernières décennies, malgré l'idée répandue d'une désaffection. Ce qui est en nette augmentation est le nombre de divorces, parmi ces mariages, puisque la province est en passe d'égaliser la région parisienne où presque un mariage sur deux est dissout par un divorce. La multiplication de ces divorces amène les tribunaux à être régulièrement soumis à des questions concernant les conséquences du divorce, et notamment du point de vue civil.

Le divorce est la rupture du lien créé par le mariage entre deux personnes. Ce lien peut être rompu d'autres manières. Par le décès d'un des conjoints par exemple, ou l'annulation du mariage, pour une cause liée à sa formation. Le divorce, comme parfois l'annulation, nécessite l'expression de la volonté d'un époux de rompre le lien du mariage, voire des deux conjointement ou successivement. Il a la particularité (contrairement à l'annulation qui cherche à remettre les ex-époux dans l'état où ils étaient avant le mariage, comme s'il n'avait pas existé) de rompre le lien en tenant compte du temps écoulé pendant le mariage et donc de

N°

1/9

faire produire des effets à ce mariage.
Historiquement le divorce avait tout d'abord été instauré par les révolutionnaires par simple désaccord entre les époux. Après avoir connu une éclipse pendant presque tout le dix-neuvième siècle où il était interdit, il est rétabli et connaît une réforme importante par la loi du 11 Juillet 1975. Elle crée alors quatre causes de divorce, qui sont quasiment reprises dans la loi du 26 mai 2004 qui vient une nouvelle fois réformer de façon importante la matière. Quatre causes de divorce sont donc prévues aujourd'hui à l'article 229 du Code civil qui dispose que le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage, d'altération définitive du lien conjugal ou de faute. Ce qui ressort de cette dernière réforme du divorce semble être un éclaircissement de chaque cause, et des conséquences du divorce.

Néanmoins il est aussi possible d'observer dans cette réforme importante une volonté d'apaisement du divorce. Notamment il est possible de noter que la requête en divorce, conformément à l'article 251 du Code civil ne doit pas indiquer les motifs de divorce. Concernant les différentes causes, et la volonté de privilégier le divorce par consentement mutuel, il est à noter que des passerelles existent entre les différentes causes, toujours dans le sens d'un divorce moins "contentieux". Ainsi l'article 267, issu de la loi de 2004, prévoit que les époux peuvent à tout moment demander au juge de constater leur accord. Cette volonté d'apaisement est tout à fait manifeste également, en ce qui concerne les conséquences du divorce. Jusqu'à cette réforme, les conséquences étaient étroitement liées avec la cause du divorce, notamment en matière patrimoniale. Ainsi la prestation compensatoire qui pouvait être accordée à un époux ne pouvait pas l'être

à l'époux fautif dans le cadre du divorce pour faute. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, la prestation compensatoire étant accordée à un époux en raison de disparités de niveau de vie, le juge pouvant refuser de la prononcer en considération de l'équité (article 270 al 3 CCiv). Certains sont donc allés jusqu'à affirmer que l'on se trouvait à l'heure actuelle avec un véritable droit au divorce.

Ce droit au divorce, tel qu'envisagé par certains, porte atteinte par d'autres à l'institution du mariage, ce qui n'est pas sans interroger. L'une des principales illustrations de cette évolution se trouve dans les conséquences civiles du divorce, qu'elles soient patrimoniales (I) ou extra-patrimoniales (II).

I. Les conséquences patrimoniales du divorce

La date des effets patrimoniaux du divorce est réglée par le Code civil. Elle est fixée au jour où les formalités de mention à l'état civil ont été accomplies vis-à-vis des tiers (article 262) et à la date d'homologation de la convention ou de l'ordonnance de non-conciliation entre les époux (art 262-1), le code prévoyant tout de même que le juge peut fixer les effets de manière anticipée sur demande des époux. On peut donc observer déjà l'importance de la volonté commune des futurs ex-conjoint, même si la première chambre civile de la Cour de Cassation le 18 Mai 2011 (doc. 7) a été amenée à préciser que cette date ne pouvait être qu'antérieure à l'ordonnance de non-conciliation.

Le divorce en matière patrimoniale aura des conséquences à la fois sur le patrimoine commun des ex-époux (A) et sur leur patrimoine futur (B).

A - des conséquences sur le patrimoine commun des ex-époux

Lors de la célébration du mariage, les époux déclarent avoir fait ou non un contrat de mariage. Celui-ci peut prévoir ainsi le régime matrimonial qui devra être liquidé au moment du divorce. Mais avant tout, de façon assez simple, et est nécessaire de partager entre les époux les biens qu'ils détiennent en commun.

Le partage des biens de la communauté a lieu selon l'article 1476 comme en matière de succession. Le juge peut ordonner différentes remises de biens personnels à titre de mesure provisoire (art 255). Ainsi chacun reprend ses biens mais certains posent question. Ainsi par exemple les donations entre époux ou autres avantages matrimoniaux nés pendant le mariage ont pu poser question. L'article 265 règle la difficulté en maintenant les avantages nés pendant le mariage et les donations de biens présents, mais en prévoyant à l'alinéa 2 la révocation des avantages prenant effet à la dissolution du mariage. La jurisprudence par un arrêt de la première chambre civile de la Cour de Cassation du 14 mars 2012 est même venue préciser que les clauses liant la donation à un "non divorce" n'étaient pas licites. (doc 5)

Dans ce partage, un sort particulier est réservé au logement familial ainsi l'article 255 prévoit dans les mêmes provisions que le juge peut statuer sur l'attribution de ce logement et même l'article 262-1 prévoit que la jouissance de ce logement sera gratuite jusqu'à l'ordonnance de non-conciliation. Ce logement est très fortement protégé, en tant que patrimoine de dignité. Ainsi le droit au bail appartient aux deux époux, même si l'un seulement d'entre eux a contracté le bail avant le mariage.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



(art 1751 confirmé par la jurisprudence notamment
Cour de Cassation première chambre civile 31 mai 2006 D. 161
De la même façon, afin de protéger le logement de la
famille le juge peut donner à bail le lieu d'habitation
appartenant en propre à un époux, à l'autre si les
enfants résident avec lui (art 285-1 Civ.)

Il faudra également liquider le régime mari-
monial. Encore ici l'accord entre les époux est
recherché, ainsi selon l'article 285-2 toute convention
est possible. Si les époux ne parviennent pas à un
accord, le juge ordonnera la liquidation, au besoin
en ayant désigné un notaire comme mesure provisoire.

Si le projet de liquidation établi par le notaire
est suffisant, le juge ne statue alors que sur les
désaccords persistants entre les époux. Selon la juris-
prudence et notamment l'arrêt du 4 mai 2015 de
la première chambre civile de la Cour de cassation
(D. 2) le juge doit même désigner un notaire si une
partie le demande.

B. Les conséquences sur le patrimoine futur des ex-époux

Le divorce met fin aux devoirs pécuniaires liés
au mariage, mais il est nécessaire parfois de
rétablir un équilibre, ce sera fait par la
prestation compensatoire ; ou de maintenir

N°

5/9

pendant un temps le devoir de contribution aux charges du mariage, ce qui sera fait par le biais de la pension alimentaire.

La prestation compensatoire a pour but de mettre fin au devoir de secours et de rétablir entre les époux un équilibre si des disparités sont nées entre leurs conditions de vie respectives, du fait du divorce. Ces disparités doivent impérativement être la conséquence du divorce et ne peuvent être nées avant le divorce par des choix de vie différents (Cassation civile première 24 septembre 2014 doc 5) et encore moins en considération de disparités déjà préexistantes au mariage (Cassation civile première 18 mai 2011 doc 7). Elle peut être prononcée après la décision définitive de divorce (Civile première 11 septembre 2013 doc 4). Elle est en principe fixée une fois pour toutes et versée en capital. Elle pourra néanmoins exceptionnellement être révisée. L'indifférence à la cause de divorce est tout à fait significative ici, puisque le juge ne pourra le référer à l'époux demandeur aux torts exclusifs duquel le divorce est prononcé qu'au regard des circonstances particulières de la rupture (art 270). Concernant l'indemnisation d'une faute résultant d'une autre cause que la seule rupture, l'époux pourra agir sur le fondement de l'article 1382 (Civile première 18 janvier 2012 doc 6).

La pension alimentaire quant à elle représente la conséquence du devoir de contribution aux charges du mariage. Elle peut être accordée par le juge pendant l'instance mais prendra fin à l'issue. Elle pourra durer jusqu'au passage en force de chose jugée de la décision de divorce (Civile première 31 mars 2016 doc 9). Elle pourra par contre perdurer en présence d'enfants puisque les deux parents doivent pourvoir à l'entretien et l'éducation des enfants. Encore une fois, l'avoid est recherché puisque les montants et modalités seront normalement

fixés par convention. Il est à noter que la pension alimentaire ne prend pas fin à la majorité de l'enfant et ne nécessite pas de cohabitation. Cette pension alimentaire est particulièrement protégée puisque le débiteur peut utiliser la procédure de paiement direct prévue à l'article L213-1 du Code de procédure d'exécution, qui permet un recouvrement direct auprès des débiteurs de la part des créanciers.

Le vie d'un couple marié ne se résume pas néanmoins aux aspects patrimoniaux. On peut ainsi observer le même mouvement concernant les conséquences extra-patrimoniales du divorce.

II - des conséquences extra-patrimoniales du divorce

"La décision qui prononce le divorce dissout le mariage à la date à laquelle elle prend force de chose jugée" article 265 Cciv. Elle aura alors des conséquences tant sur les membres du couple (A) que sur les enfants (B).

A - des conséquences pour le couple

Le mariage engendre des devoirs entre les époux, qui vont cesser avec le divorce. D'autre part les époux utilisent souvent un nom commun, afin de faciliter notamment la vie administrative, il faut donc savoir ce que cet usage deviendra.

Le mariage implique une communauté de vie, prévue à l'article 215 du Code civil. Le divorce met fin à cette obligation, et le juge peut même statuer sur la résidence séparée lors des mesures provisoires de l'article 255 - le divorce met également fin au devoir de fidélité, prévu à l'article 212. Ce devoir justifie la

présomption de paternité et justifiait jusqu'à son abrogation, le délai de viduité. D'aucun se sont de toute façon interrogés sur l'existence renouvelée de ce devoir de fidélité à l'heure où les donations aux concubines adultères ne sont plus annulables pour cause contraire aux bonnes mœurs (conservation assemblée plénière 29 octobre 2004).

Le mariage entraîne également la possibilité pour les époux de porter à titre d'usage le nom de leur conjoint - Ce droit cesse avec le divorce, selon l'article 264 sauf accord entre les époux - Encore ici l'accord des époux est primordial, le juge n'ayant pas la possibilité de restreindre l'autorisation (Civile première 15 décembre 2006 doc 8)

B. - des conséquences pour les enfants

Les époux ont l'obligation ensemble de nourrir, entretenir et élever les enfants.

Le divorce ne met pas fin à l'exercice en commun de l'autorité parentale, voir article 372, leur séparation est sans incidence. Néanmoins cela maintient un lien fort entre les parents qui devront à priori s'entendre sur la résidence et informer en temps utile d'un changement susceptible de porter atteinte à l'exercice de l'autorité parentale. Les modalités d'exercice de l'autorité parentale sont fixées par le juge qui ne peut pas déléguer sa décision à la discrétion des enfants (solution classique réitérée par la première chambre civile de la Cour de cassation le 28 mai 2015 (doc 1))

Enfin le parent, même si l'autorité parentale lui a été retirée a le droit de maintenir des relations personnelles et un droit

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



de visite et d'hébergement. Ce droit ne peut être refusé au parent que pour des motifs graves tenant à l'intérêt de l'enfant.

Ce droit est très protégé, tant en droit civil qu'en droit pénal puis qu'il existe un délit de non-représentation d'enfant qui pourrait venir sanctionner le parent gardien qui refuserait de laisser l'autre parent exercer son droit de visite.

On l'a vu, les conséquences civiles du divorce sont nombreuses et se veulent apaisées, tant le nombre de divorce est important. L'accord des ex-époux est recherché à tout moment et ce mouvement peut être observé à son paroxysme lorsque l'on cite la déjudiciarisation du divorce par consentement mutuel prévue dans la loi pour une justice du 21^e siècle votée en début d'été, qui veut la convention rédigée par deux avocats et enregistrée par un notaire.

N°

9/9